

POUR GAGNER LA LUTTE DES PSA DOIT DEVENIR LA LUTTE DE TOUS LES TRAVAILLEURS

Depuis quelques mois, les annonces se multiplient autour des fermetures d'usines du constructeur automobile PSA qui souhaite restructurer son industrie. Ce sont 8.000 emplois qui se trouvent menacés dans tout le pays, touchant plusieurs sites dont celui très popularisé d'Aulnay-Sous-Bois (3.000) qui fermerait intégralement. Des annonces de licenciement ont aussi éclaté à Flins (300), à Poissy (702), Mulhouse (273), en Moselle (94), à Sochaux (579) et à Rennes (1400), sans bien entendu compter les intérimaires, les ouvriers sous-traitants qui pourraient pâtir de ces restructurations. Le cas de PSA n'est pas isolé et il s'agit seulement de la face visible de l'iceberg des fermetures d'usines : il se situe dans le cadre de la crise générale du capitalisme qui touche actuellement la France. Effectivement, d'après les informations dont nous disposons, ce sont 56 000 emplois qui risquent d'être menacés dans les mois à venir.

La situation des ouvriers de PSA n'est donc pas un cas isolé et tous les travailleurs qui subissent actuellement des licenciements peuvent se reconnaître dans cette lutte. Face à la restructuration de nombreuses entreprises capitalistes en France, l'ensemble des prolétaires doit s'organiser pour refuser les fermetures d'usines, les plans sociaux, les menaces sur les conditions de travail. Aujourd'hui, face à cette situation la construction d'un rapport de force national est une nécessité impérieuse pour faire plier PSA et les autres entreprises qui procèdent à des plans sociaux. PSA est en ce sens un exemple national permettant de comprendre la voie générale à suivre pour tous les prolétaires.

LA DIRECTION DE PSA CHERCHE A MAINTENIR SES TAUX DE PROFIT

L'entreprise PSA est prise dans la bourrasque de la crise systémique du capitalisme et pour y faire face, pour rester compétitive face aux monopoles concurrents, elle se voit dans l'obligation de restructurer sa production. Et ce n'est pas par méchanceté ou incompétence mais pour répondre à la nécessité de maintenir des taux de profit maximal qu'elle procède à ces plans sociaux. Il en sera ainsi tant que le système capitaliste n'aura pas été renversé.

Bien entendu, pour mener à bien ses objectifs funestes pour les ouvriers, PSA n'a pas hésité une seule seconde à utiliser le mensonge et la démagogie pour retarder la résistance de la part des travailleurs. Jusqu'au 12 juillet 2012, la direction a menti affirmant qu'il n'y aurait pas d'annonce de plan de licenciements. Aujourd'hui, après les déclarations et les réunions du Comité Central d'Entreprise (CCE), PSA présente des pertes de 819 millions d'euros au premier semestre de 2012 et un chiffre d'affaires en diminution de 5,1 %. L'entreprise met en avant les effets de la crise économique en Europe qui pèse sur l'achat de voitures pour justifier les fermetures d'usines : ses ventes ont diminué de 9,5 % en juin 2012.

Et il est vrai que la crise du capitalisme est bien réelle et le cas de PSA montre qu'il s'agit véritablement d'une crise de surproduction. En effet, d'après de nombreux experts bourgeois, PSA est confronté comme nombre de ses concurrents à un problème de surcapacités productives. Le site d'Aulnay serait un cas typique de cette surproduction car spécialisé dans la fabrication de petites citadines, c'est ce secteur qui serait le plus touché par les problèmes de surcapacités par rapport à la demande. En réduisant sa production et ses effectifs et en augmentant la productivité du travail, PSA compte ainsi optimiser son taux de profit et être compétitif face à ses concurrents. Il ne s'agit guère d'une mauvaise gestion comme le prétendent beaucoup de

politiques (y compris de la gauche et de la « gauche de la gauche ») et de dirigeants syndicaux mais des conséquences des mécanismes du système capitaliste lui-même. C'est bien le système capitaliste et ses lois économiques qui sont en cause, et on ne supprimera pas leurs effets, si on ne s'attaque pas à la cause.

MONTEBOURG SERT LES INTERÊTS DE PSA !

Face aux conséquences sociales anti-ouvrières du plan de restructuration de PSA et devant le risque d'un affrontement de classe qui s'étendrait aux autres entreprises en voie de fermeture ou de restructuration,

Le gouvernement joue sur deux tableaux :

Le premier : Apporter au capital de PSA l'aide financière lui permettant de développer une activité de production dans des filières qui ne sont pas encore frappées par la surproduction mais où la recherche technique coûte cher : c'est le cas des voitures électriques et hybrides.

L'Etat accordera donc une aide financière accrue à la recherche et, pour doper la consommation, elle augmentera les bonus attribués aux véhicules non polluants pour en abaisser les prix de vente.

Le second : Obtenir des syndicats des concessions sur les salaires, sur l'emploi et les conditions de travail en échange de promesses de maintien d'une activité sur les sites menacés de fermetures. C'est l'éternel chantage emplois contre salaires. Le tout étant de diminuer le coût du travail au nom de la sacro-sainte compétitivité.

LES TRAVAILLEURS DISENT NON AUX PROPOSITIONS DE PSA ET DE MONTEBOURG !



Si certains syndicats, traditionnels collaborateurs de classe, se plient à cette logique patronale et gouvernementale, les ouvriers eux, ont des intérêts contraires. Leurs intérêts c'est de maintenir toute l'activité sur les sites, de garder tous les emplois y compris les précaires qui doivent accéder au CDI, de toucher des salaires suffisants face à la hausse des prix, de travailler dans des conditions correctes sans être soumis à la flexibilité selon le bon vouloir la direction. Qu'importe si PSA doit perdre de l'argent à maintenir l'emploi et le salaire des travailleurs, vendre ses stocks en dessous de leur valeur, que l'Etat soit mis à contribution, sa crise ce n'est pas notre crise, mais celle d'un capitalisme qui mène la société à la catastrophe. L'affaiblir c'est rapprocher le moment de l'édification d'une société nouvelle débarrassée de la domination du capital et des maux qui l'accompagnent.

Dans cette lutte les travailleurs sauront discerner quels sont les syndicats, les militants et les organisations qui les soutiennent et défendent leurs revendications de classe. L'unité des travailleurs est une condition importante de l'efficacité de la lutte. Certains syndicats se positionnent déjà sur le terrain de la négociation avec les patrons et l'Etat pour simplement obtenir de bonnes conditions de « reclassement » et d'« accompagnement ». Aussi les ouvriers engagés dans la lutte, adhérents de ces syndicats doivent s'opposer à ces manœuvres

et s'engager aux côtés des autres travailleurs syndiqués ou non syndiqués pour combattre ensemble les mesures patronales.

Ils apprendront par la lutte et dans la lutte que pour gagner, les réunions syndicats-direction ne suffiront pas, qu'il va falloir un haut degré d'organisation et de mobilisation. Sur le site d'Aulnay, d'abord, mais aussi en coordination avec les autres sites PSA et au-delà avec toutes les entreprises aujourd'hui touchées par les fermetures et les restructurations. La lutte à l'échelon local est insuffisante, La lutte des PSA doit devenir la lutte de tous les travailleurs de France. La solidarité active de tous est nécessaire.

Il appartient aux éléments conscients, progressistes et révolutionnaires d'organiser partout (dans les usines, les chantiers, les bureaux et les grands magasins, dans les quartiers populaires, les villes, et à l'échelon national), la solidarité et le soutien aux initiatives des ouvriers en lutte.

Un vaste mouvement général doit naître pour affirmer haut et fort : Les fermetures et les plans de licenciement, ça suffit ! Les travailleurs n'acceptent plus d'être considérés comme des Kleenex !

A Aulnay comme sur les autres sites, doivent retentir les mots d'ordre :

AUCUN LICENCIEMENT ! MAINTIEN DE L'EMPLOI ! TITULARISATION DES TRAVAILLEURS PRECAIRES ! CONTRE L'AGGRAVATION DE LA FLEXIBILITE ! POUR LA REVALORISATION DES SALAIRES !

LES OUVRIERS N'ONT RIEN A ESPERER DU GOUVERNEMENT SOCIALISTE

Durant les campagnes électorales présidentielle et législative, la quasi-totalité des organisations de la gauche et de la gauche de la gauche a fait croire ouvertement ou implicitement aux travailleurs que la solution aux attaques du gouvernement de droite passait par la victoire de la gauche, donc, en définitive, de François Hollande et du Parti Socialiste.

Les communistes du ROCML n'ont pas diffusé cette illusion. Eclairés par les multiples expériences récentes et anciennes où ce parti a dirigé la politique gouvernementale, nous avons dit que le PS et ses dirigeants installés à l'Élysée et au Parlement continueraient à agir sur le fond comme l'UMP, en accord avec les exigences dictées par la grande bourgeoisie et les organisations patronales. Seule la méthode serait différente, moins directe que celle des précédents, mais en définitive plus sournoise et donc plus efficace pour éviter ou retarder les luttes.

Un peu plus de deux mois après l'accès au pouvoir des socialistes, les travailleurs peuvent déjà commencer à juger.

La « Grande Conférence Nationale » qui a réuni les 9 et 10 juillet les organisations syndicales des salariés, celles du patronat, et les représentants du gouvernement a clairement montré la méthode et le contenu de la politique économique et sociale que le gouvernement socialiste va impulser.

UNE POLITIQUE AU SERVICE DU PATRONAT

L'objectif affiché de la politique économique du gouvernement socialiste est de relancer la croissance en renforçant la compétitivité des entreprises. Le 4 juillet, Pierre Moscovici déplorait déjà devant la commission des finances de l'Assemblée Nationale « une perte de compétitivité sans précédent puisque nos parts de marchés à l'exportation ont reculé de 20% au cours des cinq dernières années ». Ravie de ce diagnostic, la patronne du MEDEF se félicitait d'avoir été

entendue et revendiquait « une politique économique et sociale qui permette de restaurer les marges des entreprises. »

Une fois ce cadre fixé, tout le reste en découle.

Sous prétexte de protéger l'emploi et de développer la compétitivité, le gouvernement socialiste ira au-devant des besoins du capital en fournissant du financement, en allégeant les charges patronales et en subventionnant la formation en entreprise avec les « contrats de génération ». L'instrument financier de cette politique sera une Banque Publique d'Investissements qui sera pourvue en fonds par l'Etat à hauteur de 20 milliards d'euros.

La feuille de route du gouvernement socialiste est ainsi clairement tracée : remuscler le capital par les finances publiques (donc par les impôts et les prélèvements sur les salaires) et par des mesures favorisant les autres systèmes de financement déjà existants.

En revanche, et en toute logique capitaliste, il n'est pas question d'augmenter les salaires car cela alourdirait le coût du travail. Le ridicule coup de pouce au SMIC juste après les élections a montré clairement la couleur et, comme ses prédécesseurs et pour montrer l'exemple, Hollande continuera à geler les salaires des fonctionnaires. Les salaires bruts resteront donc vissés aussi dans le secteur privé et d'une manière générale, avec l'inflation et la hausse des prix, le pouvoir d'achat des salaires baissera.

Face au chômage, aux licenciements et aux projets de fermetures d'entreprises, on assiste à la même démarche : Il s'agit d'abord d'aider les entreprises à améliorer leur compétitivité face aux concurrents internationaux. Alors, que valent les rodomontades d'un Montebourg contre la famille Peugeot qui a décidé de supprimer 8000 emplois, si la casse d'une partie des capacités de production et la restructuration sont le moyen d'assurer cette compétitivité, car telle est la logique du capitalisme !

En fin de compte, comme c'est la règle depuis des dizaines d'années, après des négociations plus ou moins longues, on aboutira à un plan illusoire de reclassement, de formation et de primes de licenciements, destiné à **faire accepter bon gré mal gré aux ouvriers ce que les patrons ont décidé depuis le début.**

Ainsi il est, et il sera de plus en plus clair, que la politique de François Hollande et du gouvernement socialiste est une politique au service de la classe capitaliste. Ce qui la distingue de la politique du gouvernement précédent, c'est uniquement la méthode.

LE DIALOGUE SOCIAL VISE A MUSELER LES TRAVAILLEURS

Pour le gouvernement socialiste, la « Grande Conférence Nationale » n'est en effet qu'un début. Il s'agit ensuite d'instaurer « le dialogue social » dans la durée, en l'inscrivant même dans la loi. Ainsi, les « partenaires sociaux », comme ils disent, se réuniront périodiquement pour parvenir à des accords sur les politiques économiques et sociales des entreprises et même des branches d'industrie. Une espèce de cogestion capital-travail, en quelque sorte, permettant d'éviter les conflits... Pour le bien des entreprises ...et de l'emploi ! C'est ce que Montebourg va expérimenter dans l'entreprise Peugeot et dans la branche automobile.

Quant aux directions syndicales ouvrières, en se félicitant de cette stratégie de la négociation systématique et du compromis, elles mettent les travailleurs en position d'attente alors que la nécessité des luttes classe contre classe ne peut plus attendre.

Ainsi, alors que les fermetures d'entreprises se multiplient, que le chômage monte, que les salaires et les allocations sociales ne permettent plus d'assurer l'essentiel et que la pauvreté se développe, patrons et dirigeants syndicaux se retrouveront autour d'une même table avec les ministres du gouvernement pour échanger leurs idées sur les moyens de sortir de la crise et relancer la croissance, sans toucher au système capitaliste qui crée la misère et détruit l'emploi ! Et pendant ce temps, dans les entreprises menacées de fermeture, les sections syndicales sont laissées à leur propre initiative alors que les confédérations devraient organiser la lutte au plan national et international pour mettre en échec les plans de restructuration et de délocalisation des grandes industries.

Il est clair que ceux qui ont intérêt, à retarder, à diviser et donc à affaiblir la lutte des ouvriers, ce sont les patrons. Les ouvriers eux doivent rejeter le piège des négociations en position d'attente. Ils ne peuvent compter que sur la force de leurs luttes et sur la solidarité de classe. Le gouvernement précédent agissait brutalement, ouvertement, avec arrogance, pour servir le patronat. Il ne pouvait plus aller plus loin avec cette méthode sans susciter la révolte. Alors il a dû passer le relais au PS.

La nouvelle méthode politique du gouvernement socialiste, elle, est plus souple, plus à l'écoute des travailleurs en apparence, plus consensuelle. Mais elle n'est qu'un maquillage pour cacher la réalité de sa politique au service de la bourgeoisie. D'ailleurs, les masques tomberont quand lassés par les promesses, les travailleurs en lutte exigeront de manière radicale la satisfaction de leurs revendications. Comme dans le passé, on verra alors un ministre de l'intérieur socialiste envoyer les CRS contre les manifestants et les piquets de grève, en vertu des lois de la République du Capital.

LA CLASSE OUVRIERE DOIT DIRIGER LA SOCIETE

Le ROCML recommande aux prolétaires de ne se faire aucune illusion sur les buts de ce gouvernement. Il les appelle à s'organiser pour la lutte et dans la lutte aujourd'hui pour leurs revendications immédiates et à réfléchir que tant que la société sera dirigée par le profit capitaliste, ils seront les victimes de ce système d'exploitation. Ils verront alors que remplacer la droite par la gauche au gouvernement, ce n'est pas la solution. Car la solution, c'est que la classe ouvrière dirige elle-même la société. Et pour cela, il faut qu'elle prenne le pouvoir par elle-même et pour elle-même.

TRAVAILLEURS ET CAPITALISTES FACE A LA CRISE DU SYSTEME CAPITALISTE

Depuis le temps que l'on nous parle de crise, la voilà qui se manifeste au grand jour pour ce qu'elle est vraiment, une crise « classique » de surproduction, déjà prévue et décrite au siècle dernier par Marx.

De nombreux secteurs de la production industrielle énergie, transport, chimie, biens de consommation, sont touchés. D'énormes quantités de produits sont mises sur le marché et ne trouvent pas d'acquéreurs, bloquant le cycle de reproduction du capital avec profit¹. Des entreprises font faillite, les plans sociaux se multiplient. L'Etat, qui selon la sacro-sainte idéologie libérale ne doit pas se mêler des affaires économiques, est appelé au secours et multiplie les mesures en faveur des capitalistes pour tenter de surmonter cette crise.

En fait cette crise avait déjà commencé à se manifester par la « crise » du secteur financier. Les premières nuées d'orage nous sont venues d'outre atlantique avec la « crise » de subprimes, l'éclatement des bulles financières, les krachs de banques, avant d'atteindre le continent européen. Le capital financier « voyou » a été désigné par certains comme le responsable qu'il suffirait d'encadrer, de moraliser pour retrouver le capitalisme florissant d'après-guerre. Cela d'ailleurs été un des thèmes de campagne des dernières élections présidentielle du Front de Gauche.

Et cela pouvait faire illusion. La spéculation à la bourse, sur les marchés financiers, s'est manifestée par des affaires retentissantes comme l'affaire du trader Kierviel en France. Mais cette spéculation effrénée est en fait organisée par les institutions financières elles-mêmes, les banques en première ligne, pour faire « de l'argent ». C'est en fait une lutte entre requins pour se disputer l'énorme masse de capitaux **qui ne trouvent plus de rentabilité suffisante pour s'investir dans l'économie productive**. Ces « marchés » se nourrissent aussi des dettes contractées par les Etats pour maintenir à flot la société capitaliste dont ils ont la charge. Ils

¹ Pour en comprendre les causes voir notre brochure sur la crise économique

prêtent à des taux d'intérêt conséquents, « sans forcer », sans s'investir dans la production et en diffusant l'illusion que l'argent seul peut rapporter de l'argent. Mais les Etats trouvent leurs ressources dans la vie économique réelle, par les impôts principalement. **Quand cette économie s'enraye**, les difficultés s'accroissent et l'Etat se trouve à la veille d'une faillite retentissante. Les spéculateurs, les marchés s'en inquiètent et une autre crise survient, la « crise de la dette ». Ils pressent les Etats d'intervenir pour régler les difficultés qu'ils ont engendrées. Et bien sûr c'est ce qu'ils font quel que soit le personnel politique de droite ou de gauche qui dirige cet Etat. **Les Etats apparaissent ainsi au grand jour comme les garants d'un système qui a atteint ses limites et qui doit disparaître.**

LES CAPITALISTES FACE A LA CRISE

Le coupable de tous ces maux est désigné : le travail. Les médias s'en donnent à cœur joie. Economistes, politologues se relaient pour nous en convaincre. Pour le patronat, le « **coût du travail** »² est toujours trop élevé et il faudrait le faire baisser.

Faire baisser ce coût du travail, c'est réduire les dépenses que l'Etat **prend en charge à la place des capitalistes** pour éduquer, soigner, transporter les travailleurs, ce que l'on désigne par les « services publics », c'est faire payer les « charges patronales »³ de chaque capitaliste individuel par les contribuables.

C'est réduire au maximum les indemnités chômage et le nombre de chômeurs indemnisés. Le capital n'est en effet pas une institution charitable. Il n'a que faire d'entretenir des travailleurs dont il ne peut plus tirer profit. Pour lui, les chômeurs c'est l'affaire de Pôle-Emploi, des restaurants du cœur et des organismes humanitaires !

Et pour les travailleurs qui ont du travail, c'est réduire leurs salaires et pour chaque capitaliste individuel augmenter la productivité des travailleurs par l'intensification du travail, l'augmentation des cadences de production.

Mais ces mesures, même si elles étaient toutes intégralement appliquées sans rencontrer la résistance des travailleurs, ne peuvent résoudre la crise.

Le but de la société capitaliste est la réalisation du profit qui commence par la production de marchandises. Mais le profit ne peut se réaliser que dans la vente de ces marchandises sur le marché où le capitaliste industriel entre en concurrence avec d'autres qui produisent la même marchandise. Pour l'emporter Il doit donc produire moins cher, augmenter la productivité de son entreprise, mécaniser la production, diminuer la main d'œuvre employée. Il exclut de la sphère de consommation un nombre croissant de travailleurs, entraînant une nouvelle contraction du marché et une nouvelle crise encore plus grave que la précédente.

Au point où il en est arrivé, le mode de production capitaliste montre qu'il n'est plus capable de maîtriser les énormes forces productives qu'il a développées et qu'il ne peut que produire misère et destructions.

Les solutions que les capitalistes prétendent appliquer **ne résoudront en rien ses antagonismes fondamentaux** qui résultent de la nature même de ce système basé sur l'exploitation de l'homme par l'homme. Elles ne peuvent que conduire à une misère encore plus grande des travailleurs et à un cycle de crise encore plus grave.

LES TRAVAILLEURS FACE A LA CRISE

Ainsi est jugé coupable ce travailleur dont la seule liberté est de vendre sa force de travail au capitaliste !

² Pour le patronat ce qu'il doit payer pour l'emploi d'un travailleur est toujours considéré comme un coût, il tentera par tous les moyens d'en réduire le prix.

³ En fait les « les charges » patronales sont une part de la rémunération du travailleur, mais reversée directement à des organismes sociaux. C'est même reconnu par la législation européenne « Une rémunération est le salaire ou traitement ordinaire de base ou minimum, et tous autres avantages payés directement ou indirectement, en espèces ou en nature, par l'employeur au travailleur en raison de l'emploi de ce dernier ». - point 2 de l'article 141, ex article 119, du traité d'Amsterdam.

Ainsi est jugé coupable ce travailleur qui n'a pourtant aucune responsabilité dans la « conduite » des affaires !

Ce travailleur, lui, ne comprend pas cette accusation, et il a raison. Comment peut-il être responsable, alors qu'il est mis en concurrence sur le « marché du travail » avec son frère prolétaire qui comme lui est obligé d'accepter des boulots précaires, à mi-temps, avec un salaire dérisoire sous peine de se retrouver au chômage, alors que pour un nombre de plus en plus grand d'entre eux, le salaire ne suffit même plus à assurer les dépenses essentielles à sa vie (nourriture, logement, éducation des enfants..) ? Les travailleurs ne comprennent pas, en effet, et ils ne peuvent l'accepter. Ils le font savoir partout en Europe et dans le monde par une révolte légitime et salutaire pour s'opposer à l'austérité décrétée par le patronat, les banques internationales et les gouvernements bourgeois. Mais ils peuvent faire plus.

UNE ALTERNATIVE AU CAPITALISME EST POSSIBLE ET NECESSAIRE

La contradiction fondamentale qui nourrit les crises et qui engendre toutes les misères du monde (crises, famines, guerres, désastres écologiques, mise en danger de la vie sur terre...), c'est l'antagonisme entre le caractère social de la production (des milliers de travailleurs coopèrent pour réaliser un produit) et le caractère privé de la propriété des moyens de production, de l'appropriation des marchandises créées et de leur distribution. Sous le capitalisme, l'intérêt privé l'emporte sur l'intérêt social. Un capitaliste privé ne vise qu'à rentabiliser son capital, le faire croître en réalisant du profit. Dans cette quête, il se heurte aux mêmes prétentions des autres capitalistes. La concurrence entre eux est féroce. Elle détruit des forces productives, et peu importe pour un capitaliste les travailleurs qu'il licencie, les préjudices portés aux capitalistes d'autres secteurs et à toutes les autres conséquences ; car des travailleurs licenciés, mis au chômage, une usine qui ferme, et c'est toute l'économie locale qui est touchée.

Face à ces mécanismes destructeurs liés au capital privé, il existe une solution logique et faisable : enlever aux capitalistes la propriété et la direction des entreprises, et transférer cette propriété à la société pour produire dans l'intérêt collectif et en particulier dans l'intérêt des prolétaires. Le niveau où le capitalisme a porté la socialisation de la production, la concentration des moyens de production et des banques, quand la propriété d'une entreprise ou d'une société financière se décline en actions, obligations et autres papiers qui en font foi, rien de plus facile techniquement que d'exproprier les capitalistes de l'industrie, du commerce et des banques. Un simple décret suffit pour rendre nuls et non avenue tous ces papiers, ces titres électroniques qui n'ont de valeur légale que sous le pouvoir des capitalistes. Un simple décret peut en décider. L'Etat capitaliste lui-même a eu recours à plusieurs reprises aux nationalisations des grandes industries et des banques au cours du siècle passé. Exproprier les capitalistes et transférer à l'Etat la propriété des monopoles industriels, commerciaux et bancaire n'est donc pas un problème technique.

En revanche, l'orientation économique et sociale que l'Etat va impulser dans l'activité du secteur nationalisé, voilà le problème posé. L'Etat va-t-il continuer à faire fonctionner les entreprises nationalisées comme des entreprises capitalistes ? Ou bien va-t-il avancer vers la construction de nouveaux rapports de production mettant la satisfaction des besoins sociaux des travailleurs au centre de sa politique ?

Voilà la question. Les expériences passées des nationalisations ont montré qu'elles ont contribué au renforcement du système capitaliste dans son ensemble et qu'en tout cas, elles n'ont pas mis ce système en danger. Ce n'est pas de ces nationalisations-là dont les ouvriers ont besoin. Ce dont ils ont besoin, c'est d'un autre système social, le socialisme, qui ne peut pas être construit par un Etat au service des intérêts généraux de la bourgeoisie, mais par un Etat dirigé par le prolétariat, la classe qui produit les richesses et qui doit arracher le droit de les répartir selon le principe « A chacun selon son travail ». Et non plus « A chacun selon son capital ».

Prendre le pouvoir et édifier un tel état, tel est donc l'objectif politique à résoudre par la classe ouvrière.

ORGANISER LA LUTTE DU PROLETARIAT POUR ATTEINDRE CES OBJECTIFS

Cette perspective d'une société socialiste n'est pas une utopie, elle est la conséquence du développement de la société capitaliste elle-même qui crée les conditions matérielles de son existence. Elle crée aussi la classe qui a les moyens d'atteindre ce but : les prolétaires, cette classe qui ne possède que sa force de travail qu'elle est obligée de vendre aux capitalistes en échange d'un salaire pour une certaine période de temps. La classe prolétarienne n'a aucun intérêt à exploiter quiconque et, en se libérant de l'emprise du capital, elle libère par là même toute la société. C'est la classe qui est porteuse d'un avenir harmonieux de l'humanité.

Pour mettre en œuvre le socialisme, la question de la prise du pouvoir politique se pose devant elle. On l'a vu, les partis et les personnels politiques qu'ils soient de droite ou de gauche sont au service du capital et, en période de crise, leur action vise à le maintenir artificiellement en vie, sous perfusion.

Les prolétaires doivent se défaire de l'influence politique de ces représentants de la classe capitaliste bourgeoise au pouvoir et s'ériger en classe indépendante politiquement pour poursuivre leurs buts propres. C'est une tâche à long terme que **tous les éléments les plus conscients de notre classe** doivent prendre en main, en commençant par construire l'instrument essentiel de la lutte : un véritable parti communiste qui n'aura rien à voir avec la caricature grotesque qu'en donne l'actuel PCF, mais un Parti qui deviendra leur état-major pour les conduire dans la conquête du pouvoir politique par la lutte révolutionnaire anticapitaliste.

Cette tâche ne peut se réaliser que si le prolétariat à la tête des travailleurs ne se résigne pas et fait reculer le capital sur les salaires, sur les licenciements, le chômage, la durée du temps de travail, la réduction des services sociaux.

Aujourd'hui toute lutte partielle dans un secteur donné, dans une entreprise ne peut être résolue indépendamment d'un soutien actif et résolue de toute la classe. Toute attaque contre une fraction donnée de travailleurs est une attaque contre toute la classe. Toute lutte victorieuse renforce la position des autres travailleurs face aux capitalistes.

Les capitalistes n'hésitent pas à mettre en difficulté de vie des milliers de travailleurs. Les intérêts des travailleurs sont antagonistes avec ceux des capitalistes. Aussi peu importe pour les ouvriers que ces capitalistes soient en difficulté. Ce qui intéresse les travailleurs, c'est lutter pour les intérêts de leur classe. Les travailleurs doivent imposer par leurs luttes de classe des mesures, des lois qui leur soient favorables. Qu'importe si le capital y mange sa chemise, Qu'importe si l'Etat est obligé par la force de dépenser de l'argent en faveur des travailleurs, qu'importe que cela mette en difficulté tel ou tel capitaliste. Tout cela ne fera qu'accélérer la réalisation des objectifs généraux de la classe ouvrière, la prise du pouvoir et l'édification d'une société débarrassée du cancer capitaliste qui ronge la société.

Il est de la responsabilité des syndicalistes les plus combatifs et des communistes de défendre ces positions dans leurs syndicats, leurs quartiers. Ils populariseront des mots d'ordre comme : Unité de tous les travailleurs dans la lutte ! Solidarité active avec tous les travailleurs en lutte ! (Pétitions de soutien, collectes, mobilisation des travailleurs d'un même secteur en lutte.....) Des mesures en faveur des travailleurs, non aux mesures en faveur du capital ! Coordination de la lutte des travailleurs au niveau national !

Il appartient à tous ceux qui se réclament sincèrement du communisme et aux syndicalistes combatifs de s'unir pour faire avancer l'unité et la solidarité des travailleurs dans la lutte. Le ROCML est ouvert à toutes les initiatives allant dans cette direction et en prendra lui-même.

LE PROLETARIAT PEUT ET DOIT DIRIGER LA SOCIETE !

Adresse électronique du ROCML Roc.ml@laposte.net Site du ROCML : <http://www.Rocml.org>

Adresse électronique de la JCML : jcml.nationale@yahoo.fr

Adresse postale ROCML et JCML : ASS. GRANDROC Villa OctoSun 3 clos de lutché – 31380 GARIDECH